

De tweede cyclusstudies die leiden naar de academische graad van master in het onderwijzen van de afdeling 4 worden georganiseerd vanaf het academiejaar 2023-2024.

De tweede cyclusstudies die leiden naar de academische graad van master in het onderwijzen van de afdeling 4 worden georganiseerd vanaf het academiejaar 2023-2024.

De derde cyclusstudies in domein 10bis worden al in het academiejaar 2020-2021 georganiseerd.

Art. 98. De opleiding die leidt tot de specialisatiemaster onderwijs afdelingen 1, 2 en 3 wordt aan het begin van het academiejaar 2024-2025 opgezet op basis van een evaluatie van de implementatie van het kerncurriculum, met het oog op aanpassing van de doelstellingen en organisatie ervan als bedoeld in artikel 28.

Art. 99. De opleiding die leidt tot de specialisatiemasteropleiding van de leerkrachten wordt uiterlijk ingesteld op het begin van het academiejaar 2020-2021.

Art. 100. De referentiesystemen bedoeld in artikel 15, § 1, 60°, en 22, 16°, van het Landschapsdecreet, en de onderwijsprofielen en studieprogramma's bedoeld in artikel 121 van hetzelfde decreet, worden gedurende het academiejaar 2018-2019 opgesteld met betrekking tot de opleidingen bedoeld in dit decreet.

Art. 101. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2020-2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 690-1. - Advies van de Raad van State, nr. 690-2. - Advies van de Raad van State, nr. 690-3. - Advies van de Raad van State, nr. 690-4. - Commissieamendementen, nr. 690-5.- Commissieverslag nr. 690-6. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 690-7. - Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 690-8. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 690-9.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 februari 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/40557]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 97, 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 3, 108, alinéa 2, 3^o, 116, 120, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, 143 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-09 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.992/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du X relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant qu'en vertu des articles 97, § 3, 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 108, alinéa 2, 3^o, 116, § 1^{er}, et 120, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les services d'actions restauratrices et éducatives travaillent sur la base d'un mandat du ministère public ou du tribunal de la jeunesse;

Considérant que, dans le cas où une médiation trouve à s'appliquer au niveau du ministère public, conformément à l'article 97, § 3, alinéa 3, et § 4, alinéas 3 et 4, du décret précité, le service adresse successivement à celui-ci :

- un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de la médiation, dans les 2 mois qui suivent la date du mandat;
- l'accord signé par les personnes concernées pour approbation;
- un rapport succinct relatif à l'exécution de l'accord;

Considérant que, dans le cas où une offre médiatrice trouve à s'appliquer au niveau du tribunal de la jeunesse, conformément à l'article 117, § 1^{er}, alinéas 4 à 6, et § 2, alinéa 2, le service lui adresse soit l'accord signé par les personnes concernées pour homologation et ensuite un rapport sur l'exécution de l'accord, soit un rapport succinct sur le déroulement de l'offre restauratrice et son résultat;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité;

Considérant qu'en tant que services agréés pour la prise en charge de jeunes poursuivis pour un fait qualifié infraction, les services d'actions restauratrices et éducatives sont tenus d'informer le service ad hoc de l'administration de leurs disponibilités de prises en charge conformément à l'article 100 du décret précité et à son arrêté d'exécution;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{ère}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives, dans le cadre de la prise en charge des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction visés à l'article 55 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

2^o service : service d'actions restauratrices et éducatives;

3^o offre restauratrice : offre visée aux articles 97, 115, 116 et 117 du décret;

4^o dyade : paire formée dans le cadre d'une offre restauratrice par un jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction et une victime concernée par ce fait et identifiable dans le mandat;

5^o prestation d'intérêt général : prestation visée à l'article 101, § 2, du décret;

6^o prestation éducative et d'intérêt général : prestation visée à l'article 108, alinéa 2, 3^o, du décret;

7^o instance judiciaire : le ministère public ou le tribunal de la jeunesse;

8^o arrêté du 5 décembre 2018 : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

9^o nombre de mandats agréés : nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément.

CHAPITRE 2. — Missions et conditions particulière d'agrément

Art. 3. § 1^{er}. Le service d'actions restauratrices et éducatives s'adresse à des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans, ainsi qu'à toute personne susceptible de participer à une offre restauratrice relativement à ce fait, en ce compris la victime.

§ 2. Le service a pour mission d'apporter une réponse restauratrice et éducative aux faits qualifiés infractions en organisant :

1^o des prestations d'intérêt général et des prestations éducatives et d'intérêt général;

2^o des médiations;

3^o des concertations restauratrices en groupe.

La mission visée au 1^o consiste à rechercher et à mettre en place les moyens de réaliser la prestation, à nouer les contacts utiles à cet effet et à encadrer le jeune durant sa prestation.

Le service sélectionne les organismes au sein desquels les jeunes réalisent les heures de prestation au service de la communauté.

§ 3. Le service exécute, en sus des missions prévues au paragraphe 2, au moins une des deux missions suivantes :

1^o l'organisation et l'encadrement de la participation du jeune à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes;

2° l'organisation et l'encadrement de la participation du jeune à une activité sportive, sociale ou culturelle.

Le choix de la mission que le service exécute, s'il n'exécute qu'une des missions visées à l'alinéa 1^{er}, et du contenu des activités ou modules proposés se fait en concertation avec les instances judiciaires de la zone de compétence du service visée par le projet éducatif. Cette concertation est formalisée dans le projet éducatif du service.

La participation du jeune à une activité visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, se veut constructive et centrée sur le jeune. A la différence de la prestation éducative et d'intérêt général, elle ne consiste pas en un travail et n'est pas nécessairement pourvue d'une dimension réparatrice et altruiste. La seule dimension récréative ne peut toutefois suffire.

Art. 4. § 1^{er}. Le nombre de mandats agréés est de minimum 34.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul jeune.

En ce qui concerne les missions visées par l'article 3, § 2, 2° et 3°, un mandat concerne en principe une dyade. Toutefois, en cas de multiplicité de victimes, le nombre de mandats par jeune ne peut dépasser 3, un mandat pouvant concerner plusieurs victimes.

Pour les prestations d'intérêt général et les prestations éducatives et d'intérêt général, le service n'accepte le mandat que si celui-ci en précise le nombre d'heures.

§ 2. Dans le cadre des missions visées à l'article 3, § 2, 1°, et § 3, le service adresse un premier rapport à l'instance judiciaire dans les 2 mois qui suivent la date du mandat.

Le service adresse un deuxième rapport à l'instance judiciaire à la fin du 4^{ème} mois qui suit la date du mandat, puis de quatre en quatre mois jusqu'à la fin de la mission.

Un rapport de synthèse est établi à l'issue de la mission ou lorsque l'instance judiciaire met fin au mandat.

A défaut de décision de l'instance judiciaire mettant fin à la prise en charge, celle-ci se clôture à l'issue d'un délai de 15 jours à dater de la transmission du rapport de synthèse par le service.

§ 3. Dans le cadre des missions visées à l'article 3, § 2, 2° et 3°, si l'offre n'est pas acceptée, le service en informe l'instance judiciaire dans un rapport succinct.

A défaut de décision de l'instance judiciaire mettant fin à la prise en charge, celle-ci se clôture à l'issue d'un délai de 15 jours à dater de la transmission du rapport succinct mentionnant que l'offre n'a pas abouti ou du rapport succinct portant sur l'exécution de l'accord.

§ 4. Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur.

CHAPITRE 3. — *Subventionnement*

Section 1^{ère}. — Subventions pour frais de personnel

Art. 5. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° pour 34 mandats agréés : 4,5 équivalents temps plein :

- a) 1 directeur barème B;
- b) 0,5 administratif;
- c) titulaire d'un master, éducateur classe 1, assistant social ou assistant en psychologie, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- d) 2 éducateurs classe 1, assistant sociaux ou assistants en psychologie;

2° pour 45 mandats agréés : 5,5 équivalents temps plein :

- a) 1 directeur barème B;
- b) 1 administratif;
- c) titulaire d'un master, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- d) 2,5 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;

3° pour 56 mandats agréés : 6,5 équivalents temps plein :

- a) 1 directeur barème B;
- b) 1 administratif;
- c) titulaire d'un master, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- d) 3,5 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;

4° pour 68 mandats agréés : 7,5 équivalents temps plein :

- a) 1 directeur barème B;
- b) 1 administratif;
- c) 1 titulaire d'un master, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- d) 4,5 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;

5° pour 80 mandats agréés : 8,5 équivalents temps plein :

- a) 1 directeur barème B;
- b) 1 administratif;
- c) 1,5 titulaire d'un master, dont au moins 0,5 titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- d) 5 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 6. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes de référence suivantes :

- 1° pour 34 mandats agréés : 26.326 euros;
- 2° pour 45 mandats agréés : 27.522 euros;
- 3° pour 56 mandats agréés : 32.309 euros;
- 4° pour 68 mandats agréés : 41.073 euros;
- 5° pour 80 mandats agréés : 44.276 euros.

CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour

les services d'actions restauratrices et éducatives, modifié par l'arrêté du 9 septembre 2015, est abrogé.

Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

Le nombre de mandats agréés des services visés à l'alinéa 2 est fixé sur la base du nombre d'équivalents temps plein subventionnés au jour qui précède la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les services visés à l'alinéa 2 se conforment aux conditions particulières du présent arrêté pour le 31 décembre 2019 au plus tard.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Art. 9. Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse,
des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40557]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikels 97, 101, § 1, lid 1, 2°, en § 3, 108, lid 2, 3°, 116, 120, lid 1, 5° en 6°, 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties;

Gelet op de 'gendertest' van woensdag 14 maart 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 162-09 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.992/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van X betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat krachtens de artikels 97, § 3, 101, § 1e, lid 1, 2°, 108, lid 2, 3°, 116, § 1, en 120, lid 1, 5° en 6°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties die werken op basis van een mandaat van het openbaar ministerie of de jeugdrechtbank;

Overwegende dat, indien er bemiddeling plaatsvindt op het niveau van het openbaar ministerie, overeenkomstig artikel 97, § 3, lid 3, en § 4, lid 3 en 4, van het hiervoor genoemde decreet, de dienst achtereenvolgens het volgende overmaakt:

- een beknopt verslag over de voortgang van de bemiddeling, binnen de twee maanden na de datum van het mandaat;
- het akkoord ondertekend door de betrokken personen voor goedkeuring;
- een beknopt verslag betreffende de uitvoering van het akkoord;

Overwegende dat, indien er bemiddeling plaatsvindt op het niveau van de jeugdrechtbank, overeenkomstig artikel 117, § 1, lid 4 tot 6, en § 2, lid 2, de dienst ofwel het door betrokkenen ondertekend akkoord voor homologatie en vervolgens een verslag over de uitvoering van het akkoord, ofwel een beknopt verslag over het verloop van het herstelgerichte aanbod en het resultaat ervan overmaakt;

Overwegende dat de betrokkenen van de diensten waarvan sprake is in dit besluit, gebonden zijn door de geheimhouding krachtens artikel 157 van het hiervoor genoemde decreet;

Overwegende dat de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties als erkende diensten voor de tenlasteneming van jongeren die een als misdrijf beschreven feit hebben gepleegd, verplicht zijn om de ad-hoc dienst van het bestuur te informeren over hun beschikbaarheid voor tenlastenemingen overeenkomstig artikel 100 van het hiervoor genoemde decreet en het uitvoeringsbesluit ervan;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavig besluit heeft als doel om de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties vast te leggen, in het kader van de tenlasteneming van jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd bedoeld in artikel 55 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Afdeling 2. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

2° dienst: de dienst voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties;

3° herstelgericht aanbod: het aanbod bedoeld in de artikels 97, 115, 116 en 117 van het decreet;

4° dyade: een paar gevormd in het kader van een herstelgericht aanbod door een minderjarige die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt en een slachtoffer betrokken bij dit feit en identificeerbaar in het mandaat;

5° prestatie van algemeen belang: prestatie bedoeld in artikel 101, § 2, van het decreet;

6° opvoedkundige prestatie en prestatie van algemeen belang: prestatie bedoeld in artikel 108, lid 2, 3°, van het decreet;

7° gerechtelijke instantie: de gerechtelijke instantie of de jeugdrechtbank;

8° besluit van 5 december 2018: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

9° aantal erkende mandaten: het aantal mandaten die door de dienst simultaan bekleed kunnen worden krachtens haar erkenning.

HOOFDSTUK 2. — *Taken en bijzondere toekenningsvoorwaarden*

Art. 3. § 1. De dienst voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties richt zich tot jongeren die vervolgd worden uit hoofde van een als misdrijf omschreven feit gepleegd voor de leeftijd van achttien jaar, alsook tot elke persoon die in staat is om deel te nemen aan een herstelgericht aanbod in verband met dit feit, met inbegrip van het slachtoffer.

§ 2. De dienst heeft als taak een herstelgericht en opvoedkundig antwoord te geven aan de als misdrijven omschreven feiten door de organisatie van:

1° prestaties van algemeen belang en opvoedkundige prestaties en prestaties van algemeen belang;

2° bemiddelingen;

3° herstelgericht groepsoverleg.

De taak bedoeld in 1° bestaat in het zoeken en het aanwenden van de middelen om die prestaties uit te voeren, de contacten die daartoe nodig zijn te leggen en de jongere te begeleiden in het kader van zijn prestatie.

De dienst selecteert de instellingen waarin de jongeren hun prestaties uitvoeren ten dienste van de gemeenschap.

§ 3. De dienst organiseert, boven de opdrachten bedoeld in § 2, ten minste één van de beide volgende opdrachten:

1° de organisatie en omkadering van de jongere aan één of meer opleidings- of sensibiliseringsmodules voor de gevolgen van de verrichte daden en de impact ervan op de mogelijke slachtoffers;

2° de organisatie en omkadering van de deelname van de jongere aan een sport-, sociale of culturele activiteit.

Indien de dienst slechts een van de opdrachten bedoeld in lid 1 uitvoert gebeurt de keuze van de opdracht en van de inhoud van de voorgestelde activiteiten of modules in overleg met de gerechtelijke instanties van de bevoegdheidszone van de dienst bedoeld in het pedagogische project. Dit overleg wordt geformaliseerd in het pedagogische project van de dienst.

De deelneming van de minderjarige aan een activiteit georganiseerd bedoeld in lid 1, 2°, moet opbouwend en gericht zijn op de jongere. In tegenstelling tot de opvoedkundige prestatie en de prestatie van algemeen belang bestaat ze niet in een werk en is niet noodzakelijk voorzien van een herstelgerichte en onbaatzuchtige dimensie. De ontspannende dimensie alleen kan nochtans niet volstaan.

Art. 4. § 1. Het aantal erkende mandaten bedraagt minstens 34.

Een mandaat mag slechts jongere betreffen.

Wat betreft de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 2° en 3°, betreft een mandaat in principe één dyade. Zijn er meerder slachtoffers, mag het aantal mandaten per jongere echter niet meer bedragen dan 3, waarbij een mandaat betrekking kan hebben op meerdere slachtoffers.

Voor de prestaties van algemeen belang en de opvoedkundige prestaties en de prestaties van algemeen belang aanvaardt de dienst het mandaat slechts als dit het aantal uren vermeldt.

§ 2. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, en § 3, richt de dienst een eerste verslag aan de gerechtelijke instantie binnen de twee maanden na de datum van het mandaat.

Een tweede verslag wordt bezorgd aan het einde van de vierde maand volgend op de datum van het mandaat, daarna om de vier maanden tot het einde van de opdracht.

Een syntheseverslag wordt opgesteld na de opdracht of wanneer de gerechtelijke instantie een einde aan het mandaat stelt.

Bij gebrek aan een beslissing van de gerechtelijke instantie om een einde te stellen aan de tenlasteneming, wordt deze beëindigd na een termijn van 15 dagen na de bezorging van het syntheseverslag door de dienst.

§ 3. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 2° en 3°, indien het aanbod niet vervuld wordt, informeert de dienst de gerechtelijke instantie hierover in een beknopt verslag.

Bij gebrek aan een beslissing van de gerechtelijke instantie die een einde stelt aan de tenlasteneming, wordt deze beëindigd na een termijn van 15 dagen na de bezorging van het beknopte verslag waarin vermeld wordt dat het aanbod niet vervuld wordt of van het beknopte verslag over de uitvoering van de toestemming.

§ 4. Wanneer de dienst door de jeugdrechtbank gemandateerd wordt, maakt hij via de directeur een kopie van de verslagen over aan de dienst voor jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten

Art. 5. De voorlopige jaarlijkse subsidies voor personeelskosten bedoeld in de artikels 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018, worden toegekend aan de dienst op basis van de normen voor de volgende personeelsleden:

1° voor 34 erkende mandaten: 4,5 voltijdse equivalenten:

a) 1 directeur barema B;

b) 0,5 administratief personeel;

c) houder van een master, opvoeder klasse 1, maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie, waarvan minstens 0,5 houder van een master in de rechten of criminologie;

d) 2 opvoeders klasse 1, maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie;

2° voor 45 erkende mandaten: 5,5 voltijdse equivalenten:

a) 1 directeur barema B;

b) 1 administratief personeel;

c) houder van een master, waarvan minstens 0,5 houder van een master in de rechten of criminologie;

d) 2,5 opvoeders klasse 1, maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie;

3° voor 56 erkende mandaten: 6,5 voltijdse equivalenten:

a) 1 directeur barema B;

b) 1 administratief personeel;

c) houder van een master, waarvan minstens 0,5 houder van een master in de rechten of criminologie;

d) 3,5 opvoeders klasse 1, maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie;

4° voor 68 erkende mandaten: 7,5 voltijdse equivalenten:

a) 1 directeur barema B;

b) 1 administratief personeel;

c) 1 houder van een master, waarvan minstens 0,5 houder van een master in de rechten of criminologie;

d) 4,5 opvoeders klasse 1, maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie;

5° voor 80 erkende mandaten: 8,5 voltijdse equivalenten:

a) 1 directeur barema B;

b) 1 administratief personeel;

c) 1,5 houder van een master, waarvan minstens 0,5 houder van een master in de rechten of criminologie;

d) 5 opvoeders klasse 1, maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, lid 2, van het besluit van 5 december 2018, kan de directeur, op vraag van de inrichtende overheid, worden vervangen door een coördinator met loonschaal A.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 6. De voorlopige jaarlijkse subsidies voor werkingskosten bedoeld in de artikels 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018, worden toegekend aan de dienst op basis van de normen voor de volgende personeelsleden:

1° voor 34 erkende mandaten: 26.326 euro;

2° voor 45 erkende mandaten: 27.522 euro;

3° voor 56 erkende mandaten: 32.309 euro;

4° voor 68 erkende mandaten: 41.073 euro;

5° voor 80 erkende mandaten: 44.276 euro.

HOOFDSTUK 4. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties, gewijzigd door het besluit van 9 september 2015, wordt opgeheven;

De diensten die erkend en gesubsidieerd worden op de datum van inwerkingtreding van het besluit bedoeld in lid 1 hiervoor, worden ambtshalve erkend op basis van de bepalingen bedoeld in dit besluit.

Het aantal erkende mandaten van de diensten bedoeld in lid 2 wordt bepaald op basis van het aantal voltijdse equivalenten die gesubsidieerd wordt op de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

De diensten bedoeld in lid 2 voldoen voor ten laatste 31 december 2019 aan de bijzondere voorwaarden van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

Art. 9. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, bevoegd voor gelijke kansen en vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd,

Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/40419]

19 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française promouvant l'accès à l'enseignement universitaire de premier cycle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, modifiée par les lois du 27 décembre 2006, 23 décembre 2009, 18 janvier 2010 et 26 décembre 2013 ;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'article 6 du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2016 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié ;

Considérant la demande d'avis adressée le 4 juin 2018 à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur par le Ministre de l'Enseignement supérieur sur un avant-projet de décret-programme contenant la disposition in fine adoptée à l'article 6 du décret-programme susvisé ;

Considérant, dès lors, que les universités visées à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ont pris connaissance dans le courant du mois de juin 2018 de l'intention du Gouvernement de faire adopter en 2018 la disposition in fine adoptée le 12 décembre 2018 ;

Considérant que, sur base des informations à la disposition de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur dans le cadre de sa mission définie à l'article 121, 3^e alinéa, et des informations à la disposition des Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des universités, seules deux habilitations reprises à l'annexe III du décret du 7 novembre 2013 précité n'ont pas été organisées au cours des années académiques 2015-16 à 2017-18 et ont été organisées au cours de l'année académique 2018-19, à savoir le Bachelier en sciences humaines et sociales et le Bachelier en sciences biologiques, organisés en codiplômation par l'UMons et l'ULB ;